

## Actualités finances locales

### Selon le président de l'ONF, la vente du bois devrait s'élever à 240 millions d'euros en 2011

Auditionné le 18 mai par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, Hervé Gaymard, président du conseil d'administration de l'Office national des forêts a indiqué que, dans les comptes de l'ONF, la vente du bois représentait la recette la plus importante, mais que son montant varie beaucoup d'une année sur l'autre : « de 220 millions d'euros en 2008, il est passé à 157 millions en 2009, pour remonter à 220 millions en 2010, et devrait atteindre d'après nos prévisions 240 millions en 2011 ».

Le troisième poste de recettes, après le chiffre d'affaires des travaux et services payés par les communes forestières, est la « garderie pour les collectivités ». Ces frais de garderie pour les communes forestières étant couverts à 85 % par l'État, par le biais du versement compensateur (aide de l'État aux communes forestières qui par commodité de gestion l'aide est versée directement à l'Office) et à 15 % par les communes forestières.

Abordant la question du niveau d'exploitation de la forêt française, il a précisé que « pour la forêt publique, l'équilibre entre la production et la régénération paraît globalement satisfaisant ; cependant la forêt communale recèle des marges de progression de son exploitation ». Selon Hervé Gaymard, les prélèvements pour approvisionner la filière bois pourraient être augmentés au maximum de 30 % en forêt communale pour atteindre, « progressivement, à raison de 200 000 m3 de plus par an », une récolte de 11 millions de m3 de bois par an.

### Scénario prévisions de taux du



	2011			
	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>ème</sup> trim.	3 <sup>ème</sup> trim.	4 <sup>ème</sup> trim.
<b>Euribor 3 mois</b>	1,25	1,60	1,85	2,1
<b>Taux 10 ans</b>	3,70	3,90	4	4,20

## Infos économiques et financières

### Les inquiétudes persistent

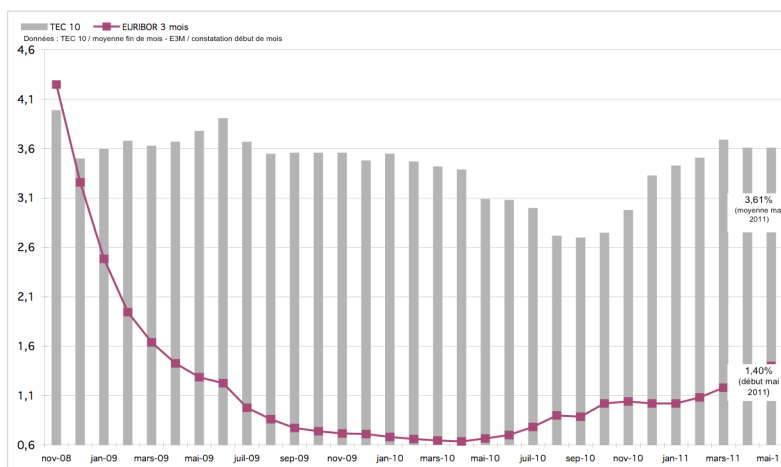
Les enquêtes de confiance et les données d'activité pointent en direction d'un ralentissement de la croissance mondiale. Globalement, le choc pétrolier et la remontée des indices d'inflation qui l'accompagne grignotent le pouvoir d'achat des ménages et freinent leurs dépenses de consommation, au moment où la croissance repose davantage sur ce moteur domestique. Dans certains pays d'Europe, les ménages doivent en plus composer avec le resserrement de la politique monétaire, qui va alourdir les paiements d'intérêts pour les emprunts contractés à taux variable, et le serrage de vis budgétaire, synonyme de réduction des revenus de transferts.

**Rien n'indique pour le moment que ce tassement de l'activité puisse déboucher sur une vraie rupture de croissance.** Toutefois, dans un environnement économique et financier aussi fragile qu'incertain, les marchés cherchent les signaux les plus saillants qui vont ancrer la croyance collective. Ces dernières semaines, ils ont porté leur attention sur la Grèce, avec la croyance dominante selon laquelle une restructuration de sa dette était imminente. Désormais, avec un probable accord de la Troïka autour d'une nouvelle aide à la Grèce, cette perspective s'éloigne. Les marchés pourraient alors être tentés de faire du thème de la rupture de croissance leur nouveau centre d'intérêt. Certains doutes s'immiscent déjà quant à la solidité de la reprise outre-Atlantique, après une série de mauvais indicateurs économiques. Les marchés obligataires profitent de ces craintes, avec des taux longs qui ont reflué autour des 3 % de part et d'autre de l'Atlantique.

Malgré cette conjoncture incertaine, le Conseil des Gouverneurs de la BCE pourrait annoncer une hausse de taux en juillet. Le prochain cycle de resserrement monétaire s'annonce toutefois graduel et prudent. Il s'agit avant tout d'ancrer les anticipations d'inflation et aussi de sortir d'une politique exceptionnellement accommodante concédée en temps de crise. La reprise est là et bien qu'elle manque d'entrain et ne soit pas homogène au sein de la zone, elle ne justifie en rien le maintien à 1% du taux directeur, surtout lorsque l'environnement global devient plus inflationniste. Notre scénario table sur des hausses de taux de 25 points de base par trimestre, jusqu'à 1,75 % fin 2011 et 2,5 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012. Ce contexte devrait pousser les taux longs à la hausse (cible à 4,25 % fin 2012 pour le Bund allemand et 4,4 % pour l'OAT).

Rédigé le 10 juin 2011

### Évolution du TEC 10 et Euribor 3 mois (taux mensuels)



### Index du 07 juin 2011

Euribor 3 mois	: 1,443 %	TEC 5	: 2,67 %
Euribor 1 an	: 2,141 %	TEC 10	: 3,41 %